



POUR NOS EMPLOIS ! POUR NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !  
POUR DE VRAIES INDEMNITES DE DEPART POUR TOUS LES VOLONTAIRES !  
Guyancourt, le 30 octobre 2009

# MOBILISATION GENERALE en Ile de France et à Lyon LE 2 NOVEMBRE à 13h devant le siège de Teleperformance à Paris

**Cette semaine, la Direction de Teleperformance a décidé de relancer le projet de plan social** contre lequel les salariés se sont mobilisés massivement depuis Juin.

**Le projet présenté** au CCE national de Teleperformance France - ce mercredi 28 octobre – et au CE de Teleperformance Centre-Est - ce vendredi 30 octobre - est strictement **identique** dans sa structure à celui présenté en Juin :

- ils veulent toujours imposer aux salariés de Montigny et de Pantin travaillant pour Orange **318 mobilités forcées vers la province** afin de démanteler leurs activités.
- ils veulent toujours imposer **206 mobilités forcées au sein de l'Ile de France** pour supprimer 3 centres et entasser tous les salariés à Guyancourt, dont 100 qui se trouveraient sans activité après la perte des contrats The Phone House et Netgear.
- ils veulent toujours supprimer **157 postes d'encadrants** (122 en Ile de France, 35 à Lyon), dégradant les conditions de travail de ceux qui resteront, **condamnant à une mort lente à terme les centres devenus ingérables**.

... et ils prétendent que c'est pour « sauvegarder la compétitivité de Teleperformance !

Ce projet a pour seul but de sauvegarder les dividendes des actionnaires, au mépris de la vie et du travail de plus de 800 salariés !

Dès le 2 NOVEMBRE, mobilisation massive indispensable :

... C'EST LE MOMENT ...OU JAMAIS !

Ce **lundi 2 novembre à 14h** – la Direction réunit les **organisations syndicales** pour trouver avec elles une « porte de sortie » honorable face à la crise sociale que les dirigeants ont eux-mêmes provoquée. Tous les syndicats mettront alors leurs **propositions sur la table** !

**TOUS ont demandé** l'organisation d'un **Plan de Départs Volontaires** !

**TOUS ont demandé** que soit prise en compte la **réelle situation économique** de l'entreprise et des bassins d'emploi impactés, liée aux contrats gagnés et perdus !

**TOUS ont demandé** – si des emplois sont supprimés – que les **indemnités** et les **mesures de reclassement** soient à la hauteur des moyens du Groupe Teleperformance – ce leader mondial qui fait des millions de bénéficiaires.

La direction veut tout boucler très vite pour éviter à avoir à faire face à la Justice le 1<sup>er</sup> décembre...

La direction veut tout boucler très vite pour imposer SA solution avant la signature du contrat Orange... Mais la direction n'est prête à **concéder que quelques améliorations « à la marge »** ... (2000 euros en + pour les pseudo-volontaires !). **Ils veulent** surtout que ces discussions soient un **dialogue de « marchands de tapis »**, autour de **départs, « volontaires » pour une minorité**.

Tous les salariés doivent être vigilants – car pour TP un accord pourrait être signé dès la semaine prochaine ! **Aucun accord** ne doit être signé **qui permette d'envoyer ainsi des centaines de salariés à la casse** en échange de concessions minimales ... signe d'un **réel mépris pour nous tous** !

Pour **SUD** : tous les moyens doivent être mis en œuvre pour permettre de **sauver le maximum d'emplois** en France et en Ile de France, alors que **déjà un tiers de la production** pour le marché français est délocalisée dans les centres de Tunisie (4000 salariés là-bas ... pour 8000 encore aujourd'hui en France).

Pour **SUD** : les **mobilités géographiques** doivent être un **moyen** permettant aux volontaires de **conserver leur emploi** ... pas des mobilités organisées en masse pour pousser les gens au départ !

Pour **SUD** : il est hors de question de prétendre parler de « départ volontaire » si cette mesure de volontariat ne bénéficie qu'à 125 encadrants, alors que les **350 autres** seraient **de toutes façons mis à la porte** !

**SUD exige** pour chaque départ : **60 000 euros** ... en plus des dispositions légales prévues dans le PSE !

**SUD exige** pour chaque départ un **budget de 15 000 euros** pour financer une **formation** !

**C'EST LE MOMENT OU JAMAIS ! LES SALARIES DOIVENT IMPOSER LEUR DONNE !**

**Tous les salariés d'Ile de France et de Lyon** – que leur centre et leur emploi soit aujourd'hui inclus ou non dans ce Plan Social - voient leur **avenir menacé** : c'est **tous ensemble** que nous devons **nous mobiliser** !